

N°1 JANVIER-MARS 2000 TRIMESTRIELLE PP. 1-284

Revue

de droit  
sanitaire et  
social



FONDATEUR  
Elie Alfandari

DIRECTEUR  
Françoise Monéger

DALLOZ

# SOMMAIRE DU N° 1-2000

## ARTICLE

F. COURTRAY, *Pacte civil de solidarité : une occasion manquée* ..... 1

## CHRONIQUES

### Droit sanitaire

#### I — Santé et médecine

A. — Santé publique  
Actualité juridique, par J.-S. CAYLA ..... 33

B. — Professions de santé  
Chronique, *De la spécificité du règlement conventionnel minimal applicable en l'absence de convention*, par L. DUBOIS ..... 45

II — Pharmacie  
Actualité juridique, par A. LAUDE ..... 63

#### III — Établissements de santé

A. — Système hospitalier  
Chronique, *Les comités d'éthique hospitaliers (étude sur un objet juridiquement non identifié)*, par B. MATHIEU ..... 73

B. — Établissements de santé publics. ....

C. — Établissements de santé privés  
Actualité juridique, par G. MEMETEAU et M. HARICHAUX ..... 87  
Chroniques  
*Contrats entre médecins et cliniques (quelques difficultés actuelles)*, par G. MEMETEAU ..... 96  
*La nouvelle « conciliation » médicale*, par M. HARICHAUX ..... 108

### Droit social

#### I — Les systèmes de protection sociale

A. — La sécurité sociale  
Actualité juridique, par P.-Y. VERKINDT ..... 118  
Chronique, *Sur l'étendue de l'obligation d'information mise à la charge des organismes de sécurité sociale*, note sous Soc., 4<sup>e</sup> mars 1999, *CRAM des Pays de la Loire c/ Mme Meunier*, par F. BOCQUILLON ..... 124

B. — L'aide et l'action sociales  
Actualité juridique, par Ph. LIGNEAU ..... 135

#### II — Les institutions sociales

A. — Les centres communaux d'action sociale. ....

B. — Les associations à objet sanitaire et social. ....

C. — Les établissements spécialisés  
Actualité juridique, par J.-M. LHUILLIER ..... 142

D. — Les professions sociales  
Actualité juridique, par S. HENNION-MOREAU et F. PINTIAU ..... 146  
Chronique, *Les horaires d'équivalences dans le secteur sanitaire et social*, par S. HENNION-MOREAU ..... 149

#### III — Les actions et prestations sociales

A. — La famille et l'enfance  
Actualité juridique, par F. MONEGER ..... 154  
Chronique, *L'introduction problématique de l'obligation alimentaire dans les caisses d'allocations familiales*, par I. SAYN ..... 163

|  |     |
|--|-----|
| B. — Les personnes malades   |     |
| Actualité juridique, par Ph. PEDROT  | 181 |
| C. — Les personnes handicapées   |     |
| Actualité juridique, par F. BOCQUILLON et F. KESSLER   | 186 |
| D. — Les personnes âgées   |     |
| Chroniques   |     |
| <i>L'accompagnement médical et affectif de la personne âgée dans les maisons de retraite privées depuis la loi du 9 juin 1999 : ... entre droits et responsabilités</i> , par C. DAVER                                 | 193 |
| <i>Retraites complémentaires des salariés : la consécration de la négociation collective au plan communautaire et national</i> , par F. MULLER   | 212 |
| E. — Insertion professionnelle et sociale  |     |
| Actualité juridique, par M. BADEL, I. DAUGAREILH, R. LAFORE, Ch. WILLMANN  | 223 |
| Chronique, <i>Le droit des étrangers au RMI : entre nationalisme et universalisme</i> , à propos de l'arrêt CE, 8 juill. 1998, <i>Ministre du travail et des affaires sociales c/ M. Abatchou</i> , par J. KISSANGOULA | 249 |

#### BIBLIOGRAPHIE

|  |     |
|--|-----|
| Ouvrages et revues, par E. ALFANDARI et autres | 269 |
|--|-----|

|                     |     |
|---------------------|-----|
| BREVES INFORMATIONS | 283 |
|---------------------|-----|

---

### Les opinions émises dans la Revue n'engagent que leurs auteurs

---



Le pictogramme qui figure ci-contre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, particulièrement dans le domaine de l'édition technique et universitaire, le développement massif du photocopillage.

Le Code de la propriété intellectuelle du 1<sup>er</sup> juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit.

Or, cette pratique s'est généralisée dans les établissements d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres et de revues, au point que la possibilité même pour les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée.

Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est interdite sans autorisation de l'auteur, de son éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20 rue des Grands-Augustins, 75006 Paris. Tél. : 01.44.07.47.70).

# DALLOZ

31-35, rue Froidevaux, 75685 Paris cedex 14

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droits ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.